

Non à l'initiative de monnaie pleine

Une expérimentation d'économie planifiée qui met en danger la place économique suisse

L'initiative de monnaie pleine de l'association Modernisation monétaire exige une restructuration totale de l'économie financière. Les banques devront déposer 100% de leurs crédits avec de l'argent fiduciaire de la Banque Nationale Suisse (BNS). Ainsi, les initiants souhaitent éviter que les banques commerciales « génèrent de l'argent » lors de l'attribution de crédits (c'est-à-dire une reconduction du bilan : les avoirs et les dettes des banques augmentent simultanément). Ceci se rapprocherait d'une nationalisation de facto du marché du crédit des banques.

Messages principaux du PLR

- › L'initiative met en danger **la place économique** : le danger d'un resserrement du crédit est permanent de par la gestion centralisée et d'économie planifiée des crédits. Les banques ne peuvent plus attribuer des crédits localement et ne peuvent plus non plus répondre aux besoins des clients. Les entreprises doivent prendre en compte le fait qu'elles n'obtiennent pas d'argent dans les délais souhaités. Cela met en danger la place économique et les places de travail.
- › La **modification du système remet en question l'avenir de la place financière** : la réaction des marchés financiers face au système de monnaie pleine n'est pas évaluable. Cette insécurité met en danger la compétitivité du marché financier et l'attractivité de la place économique suisse.
- › Cette initiative **restreint la liberté entrepreneuriale de manière disproportionnée** : le modèle de banque universel, qui est employé avec succès par de nombreuses banques, serait mis en doute. L'initiative dicte le modèle d'entreprise à suivre aux banques et attaque considérablement la liberté économique.
- › Cette initiative **met en danger l'autonomie de la BNS** : la BNS serait forcée d'avoir un rôle d'économie planifiée (la « Monetative »). La redistribution de ses gains monétaires éveillerait les convoitises politiques et mettrait donc en danger son autonomie.

Points faibles de l'initiative

- › L'**utilité** de l'initiative n'est **pas perceptible**. Il n'y a aucune garantie qu'elle permette d'éviter les crises financières. La création monétaire des banques de crédit n'était qu'un des facteurs de la crise financière. L'endettement des ménages privés et des Etats étaient également des facteurs importants.
- › La **mise en place** de l'expérimentation du système de monnaie pleine est très **risquée** : actuellement, les banques universelles disposent d'énormes bilans avec des clients du monde entier. Cela rend la chose très compliquée. Aucune donnée d'une précédente expérience n'est présente. Si cela venait à ne pas marcher, les dégâts seraient considérables pour l'économie nationale.

Des recettes appropriées pour une place financière sûre

- › Dans le cadre du projet « Too-big-to-fail » en 2011, la politique a déjà **tiré ses leçons de la crise financière**. La sécurité de la place financière fut renforcée par un paquet de mesures (renforcement de la base de fonds propres, des prescriptions en matière de liquidités plus strictes, une meilleure diversification des risques tout comme des mesures d'organisation lorsqu'il y a un danger d'insolvabilité,

afin que les paiements puissent rester garantis). Contrairement à l'initiative, les mesures actuelles ne sont pas contraires aux normes internationales et ne mettent pas en danger la compétitivité.

- › Des **prescriptions strictes de capitaux propres** : les exigences concernant les capitaux propres et les liquidités entravent d'ores et déjà la création monétaire des banques de crédit. Elles réduisent les risques d'une crise financière et rendent les banques plus résistantes – sans répercussions négatives pour la place financière et économique.
- › **Sécurité du dépôt** : la sécurité du dépôt protège de manière efficace les clients de banque en cas d'une crise et jusqu'à 100 000 francs. Ainsi, une « panique bancaire » peut être évitée plus facilement que par l'expérimentation de l'initiative de monnaie pleine.
- › La **politique des taux d'intérêt** de la BNS : c'est déjà un moyen efficace, qui permet à la BNS de contrôler la création monétaire des banques. De plus, la BNS garantit ainsi la stabilité des prix. Cela est également son rôle premier. Si la BNS devait également jouer le rôle d'un institut de crédit d'économie planifiée (« Monetative »), cela mènerait à des conflits d'objectifs et la détournerait de sa mission première.